



**ETATS-UNIS, CHINE, EUROPE,
*PARTENAIRES, CONCURRENTS OU ADVERSAIRES ?***

**Mémoire de géopolitique
du chef d'escadrons Etienne Brintet
dans le cadre du séminaire « Les Etats-Unis d'Amérique »**

Directeur : Monsieur le général Vincent Desportes.

1^{er} avril 2005.

ETATS-UNIS, CHINE, EUROPE,
PARTENAIRES, CONCURRENTS OU ADVERSAIRES ?

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE : Des puissances à des stades de construction différents.

DEUXIEME PARTIE : Des relations de concurrence.

TROISIEME PARTIE : Vers une lente évolution des relations internationales sous influence américaine.

INTRODUCTION.....	4
1- DES PUISSANCES A DES STADES DE CONSTRUCTION DIFFERENTS.....	5
11- DES ETATS-UNIS SURS ET DOMINANTS.....	5
111 – <i>Première puissance dans les domaines stratégiques</i>	6
112 – <i>Un messianisme toujours présent</i>	7
12- LA PUISSANCE INELUCTABLE DE LA CHINE	8
121 – <i>« La Chine s’est éveillée »</i>	8
122 – <i>Une économie qui rattrape son retard.....</i>	9
123 – <i>Des faiblesses structurelles inquiétantes</i>	10
13- UNE EUROPE AU DEVENIR INCERTAIN	11
131 – <i>Des agrandissements sans réel approfondissement.....</i>	11
132 – <i>Une puissance encore embryonnaire</i>	12
133 – <i>Une construction par à-coups, au pied du mur.....</i>	13
2- DES RELATIONS DE CONCURRENCE.....	13
21- LES ETATS-UNIS VEULENT CONSERVER LEUR DOMINATION.....	13
211 – <i>Un partage des tâches seulement apparent</i>	14
212 – <i>S’appuyer sur un réseau d’institutions sous leur contrôle.....</i>	14
213 – <i>Préserver l’intérêt et la domination américaine, et promouvoir son expansion.....</i>	15
22- MEFIANCE CHINOISE A L’EGARD DES PUISSANCES ETRANGERES, ET PRIORITE A LA STABILITE INTERNE	16
221 – <i>Le souvenir de la dislocation de l’Empire</i>	16
222 – <i>La fierté de puissance</i>	18
223 – <i>Hésitations sur la stratégie à suivre</i>	19
23- L’EUROPE, ENTRE DESIRS UNIVERSELS ET IMPUISSANCE.....	20
231 – <i>Une volonté de répandre son modèle démocratique.....</i>	20
232 – <i>Des moyens et des peuples qui ne suivent pas l’idéal européen</i>	20
233 – <i>Un vide politique et militaire</i>	21
234 – <i>Des réalisations concrètes quand la volonté existe</i>	21
3- VERS UNE EVOLUTION LENTE DES RELATIONS INTERNATIONALES SOUS INFLUENCE AMERICAINE	22
31- L’ILLUSION D’UN MONDE TRANSFORME ET SANS MEMOIRE : UNE UNIFORMITE MONDIALE IMPOSSIBLE ET DANGEREUSE.....	22
311 – <i>La « fin de l’histoire » aux oubliettes.....</i>	22
312 – <i>Un éternel recommencement : façonner pour contrôler à défaut de dominer.</i>	22
313 – <i>L’Europe doit trouver des solutions au cœur de ses richesses humaines.</i>	23
32- DES ALLIANCES DE CIRCONSTANCE.....	24
321 – <i>L’unilatéralisme américain, limité en fonction de ses intérêts</i>	24
322 – <i>L’obligation d’une entente cordiale avec la Chine.....</i>	25
323 – <i>Respect de l’Europe quand elle se montre décidée et nécessaire</i>	26
33- LA STABILITE AMERICAINE, UNE SITUATION DE MOINS EN MOINS ACCEPTEE.....	28
331 – <i>La Chine transige par intérêt à moyen terme, mais garde une hostilité foncière.</i>	28
332 – <i>L’Europe, sous surveillance américaine comme « tête de pont de la démocratie »</i>	29
333 – <i>La France et l’Europe, actions pour continuer à exister sur la scène internationale.....</i>	30
CONCLUSION.....	33
BIBLIOGRAPHIE	34

Introduction

Comme l'a encore démontré la récente crise irakienne, il n'est pas facile pour les Européens d'aborder la question des relations avec les Etats-Unis, considérés avec un a priori « d'hyperpuissance » selon l'expression de M. Védrine¹. De leur côté, les Américains, de part l'avance prise dans les domaines stratégiques, ne souhaitent en apparence plus attendre les autres pays, européens en particulier, pour continuer à mener la politique qu'ils entendent suivre. A la fois soucieux d'un certain messianisme et de conserver leur leadership mondial, ils s'adaptent face à la montée en puissance d'autres nations ou groupes de nations.

La Chine apparaît comme le troisième acteur majeur du « grand échiquier »². Pendant de l'Europe à l'est de l'Eurasie, son développement économique spectaculaire et ses ressources humaines en apparence inépuisables en font de facto un nouveau géant mondial.

Pour analyser le point de vue des Etats-Unis, leur vision du système international, et la manière dont ils envisagent leurs relations extérieures, trois mots peuvent être utilisés avec des connotations différentes en fonction des utilisateurs : la puissance, le leadership et l'hégémonie.

Etudier une puissance, c'est analyser ses moyens de politique extérieure dont elle dispose, comparer les milieux géographiques et ses ressources, étudier ses rapports de forces et ses capacités d'action.

Le leadership, terme convenu pour désigner la domination d'un état, se rapporte au fait brut de la subordination des autres pays aux Etats-Unis. Il suppose que l'Amérique détient la réalité du pouvoir exécutif dans les questions extérieures et commerciales, qu'elle peut prendre la direction des opérations militaires en cas de besoin, levant à cette occasion des contingents et un tribut auprès des nations regroupées en « ligue » ou « alliance », en fonction des intérêts du moment.

¹ VEDRINE Hubert, « Face à l'hyper-puissance, textes et discours 1995 – 2003 », Fayard, 2003

² BRZEZINSKI Zbigniew, « Le grand échiquier : l'Amérique et le reste du monde », Bayard 1997

L'hégémonie va encore au delà, et vise à dicter ce qui devient des normes internationales. Elle se rapproche du messianisme que nous développerons plus loin.

Du point de vue américain, les Etats-Unis ont à faire à des puissances montantes, qui deviennent concurrentes. Un nouveau mode de relations internationales devra être trouvé.

1- DES PUISSANCES A DES STADES DE CONSTRUCTION DIFFERENTS

11- Des Etats-Unis sûrs et dominants

En moins d'une génération dans les années 1980, les Etats-Unis ont définitivement distancé leur principal rival militaire, l'Union Soviétique, tout en tenant à distance ses concurrents économiques européens et asiatiques. L'effondrement du bloc communiste les ont placés sur le devant de la scène comme l'unique puissance mondiale, « par défaut ». Fait unique dans l'histoire, si certains empires ont déjà pu dominer les autres, aucun n'avait atteint cette suprématie globale. La puissance développée en quelques dizaines d'années par les Etats-Unis dépasse les critères classiques, en particulier celui de territorialité. C'est la première fois qu'un pays accède à un stade de cette puissance au niveau mondial, sans un déséquilibre interne grave. Contrairement aux empires qui ont déjà essayé de dominer au moins une partie de la planète, les Etats-Unis ne se sont pas ruinés dans cette entreprise.

Aujourd'hui, ils exercent une puissance globale grâce à la conjugaison de plusieurs facteurs. De façon apparemment paradoxale, le pouvoir politique américain n'a pas toujours joué un rôle actif et d'entraînement dans ce phénomène de mondialisation.³ Il a paru accompagner un mouvement initié depuis les années soixante par les grandes entreprises : « ce qui est bon pour General Motors est bon pour l'Amérique » disait-on. Il n'en reste pas moins que le pouvoir politique accepte cette idée de puissance mondiale, idée renforcée très fortement depuis la chute de l'empire soviétique. L'état fédéral américain a alors mis tout son pouvoir et ses richesses au service du pays pour accentuer le mouvement de domination mondiale, en sélectionnant quelques domaines stratégiques.

³ COTTA Alain, « Mondialisation : la division des nations », Géopolitique n°72

111 – Première puissance dans les domaines stratégiques

Les Etats-unis, rappelle Hubert Védrine le 28 août 1997, bénéficient d'atouts dont aucune autre puissance, pas plus l'Europe qu'une autre, ne dispose encore : le poids politique, la suprématie du dollar, la maîtrise des réseaux de communication, les « usines à rêve », les nouvelles technologie. Additionnés, le Pentagone, Boeing, Coca-Cola, Microsoft, Hollywood, CNN, Internet, la langue anglaise, cette situation est quasiment sans précédent »⁴ Ces forces sont soutenues par une politique cohérente et continue au-delà des alternances.⁵

Avec un budget militaire de plus de 400 milliards de dollars par an, les américains devancent tous les autres. L'Europe à 25, avec 180 milliards de dollars ne représente par ailleurs que 10 à 15% des capacités militaires américaines selon les domaines. Surtout, c'est la première fois dans l'Histoire qu'une puissance arrive à ce degré de domination militaire mondiale sans se ruiner. En son temps, l'URSS avait fini par abandonner la course pour des raisons financières, son économie exsangue se montrant incapable de suivre la montée des budgets militaires américains décidée par le président Reagan. Les Etats-Unis peuvent intervenir partout dans le monde avec une rapidité et des moyens inégalés, notamment grâce aux 12 groupes aéronavals.

La culture de masse est le deuxième vecteur de l'hégémonie américaine. Tout le monde est séduit par un modèle et cherche plus ou moins à s'appropriier les références culturelles américaines, comme Walt Disney ou Coca Cola, et l'anglais devient la langue de travail internationale.

Le dynamisme de l'économie est aussi un élément de puissance déterminant. Les efforts de recherche et de développement, la capacité d'adaptation ou le chômage autour de 5% sont toujours meilleurs que dans les autres régions du monde.

La démographie américaine est équilibrée, et permet un développement régulier. Un million d'immigrants arrivent chaque année aux Etats-Unis, 2/5° provenant d'Amérique Latine, 2/5° d'Asie, et 1/5° du reste du monde. Ces proportions bien réparties sont aussi un

⁴ DELAFON Gilles et SANCTON Thomas, « Dear Jacques..., Cher Bill... Au cœur de l'Elysée et de la Maison Blanche, 1995 – 1999 », Paris, Plon, 1999

⁵ ROCHE J-J, « Un empire sans rival », CEDS 2003

gage de l'équilibre de la société américaine, fondée sur les communautés, chacune gardant des traditions mais acceptant les règles et les devoirs communs.⁶

Tous ces facteurs de puissance construisent la position hégémonique de l'Amérique, et l'entraîne dans des responsabilités qu'il est de son devoir d'exercer. Cette position est encore renforcée par le messianisme inhérent aux Américains.

112 – Un messianisme toujours présent

Le leadership américain signifie également que l'Amérique se sent investie de la mission de défendre ses valeurs, proclamées universelles, et de guider les autres nations dans diverses actions et initiatives destinées à les faire triompher, dans l'intérêt de tous. Elle a la capacité de définir les données d'un ordre international en termes universels et profitables à tous les Etats. L'hégémonie américaine n'est donc pas qu'un rapport de force brut mais fonctionne de manière plus subtile, par une sorte de consentement universel. Reposant sur la dimension idéologique et institutionnelle de la domination, elle se distingue de la coercition, qui n'est qu'un exercice du pouvoir par la contrainte.

La « Nouvelle Frontière », slogan stimulant et permettant de se dépasser, est toujours renouvelé. D'une réalité physique au XIX^e siècle, la Nouvelle Frontière passe aujourd'hui dans le domaine des idées et de l'application du modèle américain aux nations du monde entier.⁷ Le président Bush s'est appuyé sur ce messianisme pour écarter les contraintes des alliés et des institutions en 2002-2003 pour intervenir sans entraves.⁸

Les américains font en apparence preuve d'un renouvellement rapide et régulier de leur pensée, et savent mieux que d'autres l'adapter aux réalités. Mais le fond des idées suit un raisonnement logique et continu. Dans le domaine militaire, la « Transformation » a succédé à la « Revolution in Military Affairs », montrant à la fois la permanence du processus et son évolution.

Le peuple américain, qui se sent destiné à améliorer le sort des hommes, peut utiliser dans des circonstances extrêmes la force des armes pour répandre les bienfaits d'une civilisation

⁶ KASPI A « Une nouvelle Amérique ? », Débat Le Figaro, 27 septembre 2004.

⁷ « Maintenant que l'économie du monde est de plus en plus intégrée, il nous reste à faire ailleurs ce que nous avons fait chez nous durant ce siècle : mettre un visage humain sur l'économie mondiale », président CLINTON, discours sur l'état de l'Union, 1999.

tenue pour être désirée par l'humanité tout entière. Mais ce recours à la coercition peut comporter des risques qui peuvent se révéler excessifs et entraîner le rejet de la violence par la population américaine, obligeant le gouvernement à changer de politique.

Il doit prendre aussi en compte la montée des deux autres puissances.

12- La puissance inéluctable de la Chine

121 – « La Chine s'est éveillée »

Pour reprendre le livre de monsieur Alain Peyrefitte, l'éveil de la Chine n'est plus à conjuguer au futur, mais au présent. Incontestablement, la Chine est une puissance nouvelle et incontournable, tant du point de vue américain qu'euro-péen.

Ce géant s'est à nouveau ouvert sur le monde, et nous apporte l'expérience d'une civilisation alternative à la nôtre. La mentalité chinoise est imprégnée de la certitude d'avoir atteint, dans l'histoire, un degré inégalé de civilisation. Ce n'est pas pour autant un pays « exportateur de valeurs ».⁹

Sur le plan militaire, Pékin renforce ses armées régulièrement. Le budget de la défense augmente encore plus vite que le rythme de l'économie. Il vient d'être voté par l'Assemblée nationale populaire chinoise en hausse de 12,6% pour 2005.¹⁰ Le but selon le premier ministre Wen Jiabao est de doter la Chine d'une armée « capable de vaincre », qui est « la garantie pour la sécurité nationale », mais aussi pour « la réunification ». Ce chiffre est cependant bien au deçà de la réalité, puisqu'il ne comporte que les dépenses de fonctionnement, et n'inclut ni les achats d'armements, ni les budgets de recherche et de développement militaires.¹¹ En réalité, le budget global de la défense serait deux à quatre fois plus élevé. Contrairement à l'URSS, la Chine ne semble pas s'épuiser à rechercher la parité de puissance militaire avec les Américains, grâce à ses ressources financières et son dynamisme économique. Beaucoup d'efforts restent cependant à faire pour y parvenir,

⁸ DAADLER Ivo et LINDSAY James, « L'Amérique sans entraves, ou la révolution Bush en politique étrangère », Revue Politique étrangère, automne 2004.

⁹ GISCARD D'ESTAING, débat dans Le Figaro du 23 février 2005.

¹⁰ PHILIP Bruno, « Le parlement chinois doit adopter une loi prévenant toute dérive de Taïwan vers l'indépendance », LE MONDE, 5 mars 2005.

¹¹ MEVEL Jean-Jacques, « Pékin renforce son budget militaire », Le Figaro, 5 mars 2005.

comme l'acquisition des nouvelles technologies, mais les Chinois savent gérer leurs priorités dans la durée.

En attendant une éventuelle parité, c'est donc sur une stratégie reposant sur le coût et les risques d'un engagement conventionnel local avec la Chine que repose l'affirmation de la puissance globale chinoise.

Pékin affirme sa puissance dans tous les domaines, sportifs, artistiques, techniques. Sa puissance démographique, en nombre et par son homogénéité semble inépuisable¹². C'est un dynamisme multidirectionnel qui anime la volonté de puissance, dont le cœur est en Chine et qui va en rayonnant comme des cercles.¹³

122 – Une économie qui rattrape son retard

Des zones économiques spéciales créées il y a une vingtaine d'années au développement général de l'économie, la Chine est devenue en une génération le moteur du développement asiatique, et l'espoir plus ou moins avoué du développement et du relais de la croissance mondiale.¹⁴

Depuis son accession à l'Organisation Mondiale du Commerce en 2001, la Chine semble avoir perdu tout complexe sur sa puissance économique réelle. Avec des taux de croissance annuels avoisinant les 10%, Pékin représente en 2003 16% du total de la croissance mondiale, pratiquement à égalité avec les Etats-Unis.¹⁵ On ne peut plus imaginer un partage des marchés mondiaux, avec la haute technologie aux occidentaux, la Chine se contentant d'être l'atelier de confection et d'assemblage. La Chine « produit » des cerveaux en masse, et ce mouvement ne devrait pas s'arrêter¹⁶. Elle possède déjà des

¹² 92% des 1,3 milliards de chinois sont des Hans.

¹³ GERE François, « Pourquoi les guerres ? », Courrier international, Larousse 2004.

¹⁴ Depuis 25 ans, la croissance chinoise est en moyenne de 8 à 9% par an. Chiffre cité par Erik Israelewicz, directeur adjoint de la rédaction des Echos. En 2004, sa croissance a été de 9,5%, chiffre cité par la revue Défense et sécurité internationale, mars 2005.

¹⁵ En 2004, l'excédent commercial chinois a atteint 31,98 milliards de dollars, en augmentation de 26% par rapport à 2003. Les réserves de change ont progressé de 51% à 609,9 milliards de dollars, et se situent désormais au second rang mondial derrière le Japon. Chiffres cités par J DESNE, Le Figaro, 13 janvier 2005.

¹⁶ En 2004, 150 000 chinois étudient à l'étranger, quatre fois plus qu'en 2000. Ils sont par exemple les étudiants étrangers les plus nombreux à l'ESSEC.

positions de premier plan dans le domaine spatial, les biotechnologies, et même les télécommunications.¹⁷

De plus en plus, la Chine traite d'égal à égal avec les Américains et les Européens. Peu importe par exemple que les occidentaux lui demandent de réévaluer sa monnaie, la Chine entend mener une politique monétaire indépendante, en fonction de ses besoins propres. Sa priorité est la croissance, et une monnaie faible soutient les exportations. Elle préfère une politique monétaire d'encadrement du crédit à une réévaluation du yuan, et l'a fait savoir sans détour au secrétaire américain au commerce Donald Evans lors de sa conférence devant la Chambre de commerce américaine de Pékin le 12 janvier, et du dernier forum de Davos le 30 janvier. Notons que si les Américains dénoncent un yuan faible, ils s'en accommodent par ailleurs, et profitent aussi de la baisse du dollar. L'euro ne paraît alors que comme la variable d'ajustement, perdante de tous les changements de parité.

La distance que la Chine mettait dans les années 70 à l'égard du marxisme est réservée maintenant à l'égard du libéralisme. Il reste cependant un long chemin à parcourir pour que la Chine rivalise avec les Etats-Unis ou même l'Europe. Le revenu par habitant ou sa place dans le commerce mondial en donnent des exemples. Le géant asiatique souffre aussi de faiblesses structurelles.

123 – Des faiblesses structurelles inquiétantes

Comme l'Europe mais pour des raisons différentes, la Chine souffre d'une démographie déséquilibrée. En 2020, il manquera 40 millions de femmes en Chine. La situation est suffisamment alarmante pour que les autorités reviennent sur les politiques de restriction des naissances.¹⁸ Hu Jintao s'est alarmé d'une « menace sociale à long terme ».

L'inégalité criante de la répartition des richesses, entre les provinces maritimes et l'intérieur, a souvent au long de l'histoire été la raison d'une fermeture brutale du pays et d'un repli sur lui-même. Le différentiel de développement menace la cohésion de l'Empire du milieu qui retrouve son unité en se fermant.¹⁹

¹⁷ IZRAELEWICZ Erik, « Quand la Chine change le monde », Grasset 2004.

¹⁸ MEVEL, J-J « En 2020, il manquera 40 millions de femmes en Chine », Le Figaro, 10 janvier 2005.

¹⁹ GODET Michel, « Le choc de 2006, pour une société de projets », Odile Jacob Août 2004. Selon Claude Aubert, directeur de recherche à l'INRA, il manque 60 millions de tonnes de céréales pour combler les besoins. Cité par Le Figaro économie du 10 janvier 2005.

Les investissements colossaux dans l'économie ne vont pas sans poser de problèmes. C'est avant tout celui de l'approvisionnement en matières premières, de la production agricole ou de l'affrètement maritime.²⁰ Des faiblesses financières sont aussi réelles, comme la fragilité du système bancaire : le gouvernement chinois a recapitalisé deux des grandes banques à hauteur de 80 milliards de dollars fin 2003. La monnaie sous évaluée, accrochée au dollar, encourage les entrées spéculatives. Les autorités ont dû prendre en 2004 des mesures restrictives aux afflux de capitaux. Mais ne tenant pas aux mesures traditionnelles de hausse des taux d'intérêts (risquant de favoriser les capitaux spéculatifs), Pékin a procédé à des encadrements drastiques et sans discernement du crédit.

Les réformes politiques très prudentes peuvent être interprétées par le monde occidental comme une autre faiblesse. Mais le régime évolue, et une démocratisation est possible à long terme.²¹ Les droits individuels sont mieux respectés, il est vrai, pour la majorité Han.

Ces faiblesses obligent le pouvoir chinois à y consacrer son énergie et ses moyens. Avant de jouer un rôle de premier plan, et donc exposé, à l'international, Pékin veut se renforcer à l'intérieur. Le ministre des Affaires étrangères, Li Zhoxing, a ainsi tenu à rassurer les Etats-Unis lors de la dernière session de l'Assemblée nationale populaire, certifiant que la Chine n'avait ni l'intention, ni les moyens d'acheter beaucoup d'armes à l'Europe,²² mais que son pays cherchait avant tout à se développer.

13- Une Europe au devenir incertain

131 – Des agrandissements sans réel approfondissement

L'Europe est passée de 12 à 25 et bientôt 27 membres en une génération. A chaque étape, c'est un difficile équilibre entre approfondissement et élargissement qui a été négocié. Pour garder sa cohérence, l'Europe doit faire converger ses états membres vers un certain « standard européen ».²³ Toute la difficulté est dans la définition de ce standard : niveau de développement, critères politiques, sociaux ? Pour le moment, l'Europe a répondu à ces

²⁰ La Chine consomme 37% du ciment mondial, 24% de l'acier, dont elle est devenue subitement un importateur majeur, et sa consommation d'énergie augmente de 15% par an.

²¹ VANDERMEERSCH Léon, « Le monde vu de Chine. », Hérodote n°108, 2003

²² HASKI Pierre, « Pékin menace Taïwan et rassure l'Occident », Libération, 7 mars 2005.

²³ DALLEMAGNE Jean-Christophe, « L'Europe entre élargissement et approfondissement », CEDS 2003.

questions par l'élargissement, estimant que l'approfondissement en découlera et en sera facilité, à l'image de l'intégration de la péninsule ibérique en 1986.

132 – Une puissance encore embryonnaire

La faiblesse la plus visible est le manque de coordination des politiques régaliennes, voire des mesures de coordination économique, point fort de l'Union. Les pays tombent rapidement sur des limites pour choisir quel chemin de réforme emprunter. Les débats sur la directive Bolkestein en sont l'illustration. Les voix encore discordantes sont autant de signes de faiblesse envoyés au reste du monde.

La puissance embryonnaire peut se lire aussi dans le manque de définition de frontières, et le peu d'intérêt que portent les habitants de l'Union à ces questions, comme en témoigne le faible taux de participation aux élections.²⁴

La démographie catastrophique est sans doute la faiblesse la plus importante, car peut être celle qui a une influence décisive à long terme. La dénatalité explique en grande partie le manque de vitalité de l'économie européenne, et traduit une crise de confiance voire un manque d'espérance dans l'avenir.²⁵ Le vieillissement de la population ralentit la progression de la population active, tout en changeant les modes de consommation. En l'absence de flux migratoires, la population se met ensuite à diminuer dès lors que les générations âgées, prenant leur retraite, deviennent plus nombreuses que celles des jeunes arrivant sur le marché du travail. Cette situation sera effective en France dès 2006.²⁶ Sur le long terme, le vieillissement de la population bouleverse tout l'équilibre de la société. Au-delà de la difficulté de financer des régimes de retraite très favorables jusqu'alors, c'est un enchaînement malthusien qui alimente la faiblesse économique, et donc la puissance de l'Europe. Le poids des générations âgées, en particulier en terme de vote, va aussi contre les réformes structurelles qui s'imposent, et peuvent continuer à renforcer l'exclusion des plus jeunes, richesse du futur. Tout processus d'implosion démographique entraîne inéluctablement une tendance générale au déclin. La créativité d'un peuple est liée au dynamisme des jeunes générations. Si l'Europe est dominée par la science et la culture

²⁴ MONTBRIAL Thierry de, (Sous la direction de), « Ramsès 2005, les faces cachées de la mondialisation », IFRI, Dunod, 2004.

²⁵ LAFAY Gérard, « L'Europe menacée par l'implosion démographique », Géopolitique n°72 de décembre 2000.

américaine, ce n'est pas seulement en raison de ses faiblesses politiques, c'est aussi parce que les peuples européens n'apportent pas, ou plus au monde un foisonnement d'innovations constructives. L'anémie démographique peut mener inexorablement à une chute irréversible de l'Europe.

133 – Une construction par à-coups, au pied du mur

Ce sont des avancées en réaction aux événements, plus que l'anticipation ou la volonté qui font avancer la construction européenne. La crise irakienne en 2003 en est l'exemple le plus fort et le plus récent : après s'être publiquement divisés, les Européens parviennent à trouver des positions d'accord pour éviter à tout prix un échec américain au Moyen Orient, et même créer des organismes commun de défense. En parallèle, c'est fin 2003 qu'a été adopté pour la première fois un concept stratégique commun, donnant un cadre d'intervention. Dans un autre registre, la catastrophe dans le sud-est asiatique de décembre 2004 a déclenché un élan de solidarité et une conscience européenne unifiée. Il reste à la traduire en actes, étape bien plus délicate.

2- DES RELATIONS DE CONCURRENCE

21- Les Etats-Unis veulent conserver leur domination

Derrière les objectifs généreux de la politique américaine, il est possible de discerner ses intérêts particuliers qui s'imposent. Même pour les hommes politiques tenus pour être conciliateurs, en particulier avec les Européens, ces objectifs généreux ne doivent pas gêner les intérêts américains. Zbigniew Brzezinski affirme que la politique doit favoriser les liens nécessaires à une vraie coopération mondiale. Mais immédiatement, il y met une condition : « l'apparition d'un concurrent en Eurasie, capable de dominer ce continent et de défier l'Amérique remettrait en cause ces objectifs. »²⁷

²⁶ C'est le titre du livre de Michel GODET, « Le choc de 2006 »

²⁷ BRZEZINSKI Z, op. cit.

211 – Un partage des tâches seulement apparent

Des règles américaines pour le commerce mondial continuent à dominer les échanges. Au-delà des institutions créées à l'initiative de l'Amérique (voir infra paragraphe 211), les règles sont dictées par la loi du marché, ou les entreprises, les lobbies ou les gouvernements les plus influents tirent leur épingle du jeu. C'est valable bien sûr pour des marchés « discrets » comme celui de l'armement, mais pas seulement.

C'est ainsi que l'Europe a pris comme modèle la Food and drug Administration (FDA) pour créer sa propre agence de sécurité alimentaire, l'Autorité Européenne de Sécurité des Aliments (EFSA). Ne pouvant, pour des raisons économiques ignorer le premier marché pharmaceutique mondial, l'Europe suit souvent les décisions de la FDA. Celle-ci dicte des conditions d'accès au marché américain de plus en plus sévères, notamment sous le couvert du Bioterrorism Act, qui peuvent s'apparenter à du protectionnisme.²⁸

212 – S'appuyer sur un réseau d'institutions sous leur contrôle

La diplomatie américaine, au cours de la seconde moitié du XX^e siècle, a manifesté son génie en construisant des institutions qui servent les intérêts américains tout en profitant à d'autres. A vocation régionale ou internationale pour les questions transverses, on ne compte plus le sigles et les acronymes « made in USA » : OTAN, GATT puis OMC, OCDE, PFP (Partnership for Peace),.... Toutes ces institutions permettent aux Etats-Unis de participer avec les différents pays aux décisions relevant des affaires intérieures de la région concernée. Autre avantage pour les Etats-Unis, en faisant payer la note par d'autres, et en partageant la sécurité mutuelle, ils réduisent le poids financier tout en s'en assurant le contrôle, à l'image d'un actionnaire minoritaire dans une société.

Exemple de relais des intérêts américains, les institutions régionales nouvelles en Asie seraient à la fois une reconnaissance de la place centrale de la Chine et un instrument pour

²⁸ Toute entreprise fabriquant, stockant ou conditionnant des produits destinés à l'alimentation humaine ou animale et vendus sur le sol américain doit être immatriculée auprès de l'Agence. Plusieurs mois plus tard, la FDA lui transmet un numéro. Avant chaque envoi de marchandise, elle doit prévenir la douane ou la FDA que sa marchandise va arriver sur le territoire américain, et inscrire sur le formulaire d'envoi son immatriculation.

soumettre celle-ci à des engagements contraignants, limitant le risque de la voir jouer un rôle de puissance dominante.²⁹

213 – Préserver l'intérêt et la domination américaine, et promouvoir son expansion

Washington entend garder les mains libres, et ne veut sous aucun prétexte avoir à répondre de quoi que ce soit concernant ce qu'elle estime être de sa sécurité. Elle a tout fait pour faire échouer la création de la Cour Pénale Internationale, et ne pouvant que constater son échec, a obtenu le 13 juillet 2002 une décision du Conseil de sécurité de l'ONU assurant l'impunité de ses soldats. Le gouvernement américain refuse aussi, en matière chimique et biologique, de se soumettre aux contrôles prévus par les accords de 1995.³⁰ Le refus du protocole de Kyoto sur les gaz polluants va dans le même sens.

La politique américaine possède des invariants³¹ : certains existent pour préserver les intérêts considérés comme vitaux. Le premier d'entre eux est l'approvisionnement en ressources énergétiques. Le contrôle politique et économique de ses sources et de ses voies d'acheminement est indispensable à plusieurs titres. Il assure bien sûr le fonctionnement de l'économie des Etats-Unis tout en préservant ses ressources connues et limitées, et le cas échéant il permet de détourner cette énergie des pays rivaux dont la compétitivité est ainsi freinée.³² Cette politique énergétique date de l'accord de l'après-guerre avec le royaume d'Arabie, et dicte depuis leur politique extérieure.

Washington sait utiliser et combiner tous les moyens à sa disposition. Derrière une multitude d'agences et de services, une coordination et une logique apparaissent tout au long de l'évolution des crises pour promouvoir des mouvements et des régimes plus favorables aux américains. C'est ainsi que le parti de Victor Iouchtchenko a été financé à hauteur de 100 millions de dollars pour sa campagne présidentielle par PBN, un cabinet de relations publiques américain basé à San Francisco, et souvent lié à l'USAID.

²⁹ Exemple d'institution : Forum régional de l'Association de l'Asie du Sud-Est, Sommet de l'Asie orientale, Coopération économique Asie-Pacifique. GODEMONT « Chine, la puissance et ses limites », La documentation française 2004-2005.

³⁰ NAIR S, « Le monde selon Washington », Le Monde Diplomatique, avril 2003.

³¹ ADLER Alexandre, « Les invariants de la politique américaine », Le Figaro, 3 novembre 2004.

³² GALLOIS, « Guerre pour l'énergie » Géopolitique n°72 de décembre 2000.

La menace de sanction est aussi monnaie courante, en particulier à l'égard de l'Europe. Duncan Hunter, président de la commission de la Défense à la Chambre des représentants, a ouvertement menacé les Européens en cas de levée de l'embargo sur les armes à destination de la Chine, de représailles, notamment sur les transferts de technologies sensibles, récemment libéralisées entre les deux rives de l'Atlantique.

Au mépris des règles du commerce dont ils sont souvent à l'origine, les Américains n'hésitent pas, quand leurs entreprises sont menacées ou en difficulté, à octroyer des aides gouvernementales, ou à créer des mesures anti-dumping unilatérales, comme à l'égard de l'acier européen.

L'instrument militaire est aussi utilisé pour garder le rang de l'Amérique. La lutte contre le terrorisme peut devenir l'instrument d'une stratégie de domination planétaire. Derrière l'intervention américaine en Irak, se profile bien sûr la sécurisation des approvisionnements en pétrole,³³ mais sans doute aussi l'implantation des armées américaines au cœur de l'Eurasie. Le concept de « guerre préventive » peut être lu de deux manières, préservant la sécurité ou aidant à la consolidation de la politique américaine³⁴.

22- Méfiance chinoise à l'égard des puissances étrangères, et priorité à la stabilité interne

221 – Le souvenir de la dislocation de l'Empire

Les humiliations ressenties consécutives au découpage de la Chine et l'imposition des « traités inégaux » par les puissances coloniales à la fin du XIX^e siècle sont toujours présentes dans les esprits des diplomates chinois. Plus tard, les expériences totalitaires du Grand bond en avant et de la Révolution culturelle, ont aussi fait prendre beaucoup de retard au pays. Il se dit à Pékin, que « si, pour la Chine, le XIX^e siècle a été celui de l'humiliation et le XX^e celui de la restauration, le XXI^e sera celui de la domination »³⁵

³³ A la fin des combats terrestres et après la prise de la capitale, le seul bâtiment officiel qui n'a pas été pillé fut le ministère irakien du pétrole, fortement gardé par les GI.

³⁴ The National Security Strategy of the United States of America, Maison Blanche, septembre 2002.

³⁵ Cité par Erik ISRAELEWICZ, dans Débats et opinions, Le Figaro, 23 février 2005.

La Chine, depuis cette période, a régulièrement cherché des alliances contre les hégémonies étrangères, en se tournant vers la Russie.³⁶ Alliances jusque là tournées contre le Japon, et aujourd'hui contre les Etats-Unis. C'est peut-être une variante du schéma de la lutte d'influence et des antagonismes entre puissances continentales et puissances maritimes.

Mais avant ce rôle à l'échelle de la planète, une des constances de la politique chinoise est de réunir toutes les terres chinoises dans un Etat unique, sous l'autorité de Pékin. La récente session parlementaire de l'Assemblée nationale populaire en donne encore la preuve, avec le vote d'un texte contre la sécession de Taïwan.³⁷ Le Premier ministre chinois, Wen Jiabao a déclaré qu'il s'agit d'empêcher « les forces sécessionnistes partisans de l'indépendance de Taïwan, de retrancher celle-ci de la Chine sous quelque prétexte que ce soit. » Cette loi, véritable épée de Damoclès pour Taïwan, pourra fournir la couverture légale d'une attaque de l'île séparée depuis 1949 en cas de proclamation de l'indépendance.

L'unité de la Chine est placée en tête des préoccupations chinoises, non seulement des élus, mais aussi du peuple. Il peut y avoir un développement économique sans pour autant que des réformes démocratiques suivent selon le souhait occidental.³⁸

La répression des minorités comme les affrontements de l'automne 2004 dans l'Ouest du pays ont pris une tournure religieuse, notamment avec les Turcs du Xinjiang, où la Chine s'étend et avance inexorablement. Le pouvoir de Pékin, là comme ailleurs, montre un engagement anti-islamique de plus en plus fort. Cette lutte rejoint les efforts américains, et les Chinois tenteront de monnayer leur coopération au prix fort, pourquoi pas sur la réunification de Taïwan.³⁹

³⁶ Trois alliances ont été conclues : la première en 1896 entre la dynastie des Ching et l'empire tsariste ; la seconde en 1945, entre Chiang Kai Shek et Staline ; la troisième fut l'alliance de 1950, entre Mao Tse Toung et le même Staline.

³⁷ PHILIP Bruno, *Le Monde*, 5 mars 2005, article cité, et *Le Monde* du 14 mars 2005. Les Chinois sont déterminés à ne rien céder à Taïwan, comme le montre la déclaration du président Hu Jintao, appelant les militaires à se « préparer à un conflit armé ».

³⁸ ISRAELEWICZ Erik, *op. cit.*

³⁹ ADLER Alexandre, « Washington-Pékin, quel partenariat ? », *Le Figaro*, 10 novembre 2004.

222 – La fierté de puissance

La question de Taïwan, au centre des problèmes avec les Américains, peut être lue comme celle d'une lutte d'influence entre la puissance continentale, la Chine, qui, forte de son heartland, veut organiser l'espace autour de ce dernier, et la puissance navale, toujours américaine. Le rapprochement de Pékin avec Moscou serait alors la reconstitution d'un axe pivot face au monde maritime anglo-saxon. Mais cette lecture ne peut se faire que sur le long terme, car Pékin ne souhaite pas jouer un rôle surexposé sur la scène internationale, en tout cas tant qu'il ne possédera pas tous les atouts de puissance nécessaires. La Chine ne deviendra un acteur des relations internationales à la hauteur de sa puissance que par nécessité interne, sans l'esprit de messianisme occidental. C'est par exemple pour assurer son approvisionnement énergétique que Pékin investit au Moyen-Orient.

Ces atouts se créent peu à peu, et les signes tangibles de puissance s'accumulent.⁴⁰ Mais la politique chinoise est encore partiellement décrite par un texte de vingt huit caractères signé par Deng Xiaoping en 1989 : elle doit « observer et analyser avec froideur, tenir ses positions, traiter les changements avec patience et confiance, cacher ses talents en attendant son heure, savoir garder un profil bas, ne jamais tenter de prendre la tête, s'efforcer d'accomplir des résultats ». ⁴¹ Depuis, le concept de « nouvelle sécurité » pour une coexistence pacifique a été développé.

L'idée de « montée pacifique » de la Chine, lancée en 2003, prend en compte les impératifs de la population et l'intégration régionale, celle-ci permettant de satisfaire au mieux les besoins de la première. Il est soutenu par les membres du PCC que cette intégration doit rester pacifique, même si une telle vision des relations internationales intégrées est déclinée en termes politiques plus réalistes. C'est au nom de l'intérêt de puissance nationale, ou des dangers d'une confrontation directe, que les stratèges chinois plaident pour une coopération.

Taïwan reste un test pour la puissance chinoise. Les élections de mars 2004, ont été mal perçues par Pékin. Pour la première fois, des citoyens de l'île ont pu exprimer des choix concernant directement les relations avec la Chine populaire. Cela va à l'encontre de l'interprétation constitutionnelle chinoise, qui ne tolère qu'une expression du peuple

⁴⁰ On peut interpréter dans ce sens l'intrusion d'un sous-marin chinois dans les eaux territoriales japonaises en novembre 2004. Fait rapporté par Le Monde du 16 novembre 2004.

chinois dans son ensemble. Pékin proteste auprès de Washington, et durcit ses positions. Les tensions montent encore quand Taipei veut acheter des armes américaines⁴². Cependant les conséquences d'un conflit ouvert semblent trop élevées, et dans la définition même de stratégie de puissance, les chinois hésitent entre un profil bas hérité de Deng Xiaoping et une affirmation de « la montée pacifique de la Chine. »

A un niveau moins sensible, les litiges sur les îles Paracels et Spartley en mer de Chine pourraient être à l'origine de tensions avec beaucoup d'Etats. Là aussi, Pékin avance doucement mais inexorablement ses pions, en fonction de ses capacités militaires d'intervention, des risques et de sa stabilité.⁴³

Sur un plan plus pacifique, l'influence de la puissance chinoise se fait peu à peu sentir dans tout le sud-est asiatique, où Pékin cherche de quoi s'alimenter, notamment pour la sécurité des approvisionnements en énergie. Les petits pays passent « sous la coupe de l'Empire »,⁴⁴ comme le Laos, riche en potentiel hydroélectrique.

223 – Hésitations sur la stratégie à suivre

L'option stratégique choisie reposera toujours sur des atouts solides. Depuis 2003, elle est redevenue pragmatique, et prend en compte les intérêts vitaux du pays tout en reconnaissant l'importance des liens avec les Etats-Unis.⁴⁵

La première option, plus modérée, réserve des ambitions pour l'avenir, et freine la prise de responsabilités et la capacité de compromis dans l'immédiat. La seconde option intègre l'inquiétude des pays voisins, et envisage une intégration régionale dans laquelle la Chine, avec le risque de limiter ses ambitions, se lierait par des accords et des mécanismes diplomatiques, donnant des gages à ses voisins.

Taïwan apparaît au cœur de toute stratégie comme le dossier faisant glisser la Chine vers un risque majeur de confrontation. Le risque est à la hauteur du patriotisme que suscite l'île

⁴¹ L'expression complète a été formulée par Deng Xiaoping devant le Comité central du PCC en septembre 1989.

⁴² Taïwan voulait s'équiper entre autres de missiles Patriot et de destroyers Aegis.

⁴³ D'autres litiges et revendications territoriales chinoises existent et sont source de tensions : le tracé de la frontière avec l'Inde, en particulier au Cashemire, les problèmes de frontière avec le Viet-Nam, et l'archipel Senkaku disputé avec le Japon.

⁴⁴ ASIA TIMES ONLINE « Sous la coupe de l'Empire », Courrier International, 16 décembre 2004.

⁴⁵ SHEN Dingli, « Emergence d'une diplomatie active », Le Monde diplomatique, Octobre 2004.

convoitée. Quoiqu'il en soit et au-delà de Taïwan, l'ambition de Pékin est bien de devenir la puissance régionale de référence, et à long terme de pouvoir concurrencer les Etats-Unis, au moins sur la région Asie Pacifique.⁴⁶

En attendant, c'est certainement l'obligation de s'approvisionner en énergie qui forcera Pékin à s'ouvrir au monde peut être plus vite qu'il ne l'aurait souhaité.

23- L'Europe, entre désirs universels et impuissance

231 – Une volonté de répandre son modèle démocratique

Les critères d'adhésion à l'Europe (Copenhague 1987) ne comportent que des références aux droits de l'Homme et aux règles démocratiques régissant les Etats : c'est sur ces réformes que l'Europe s'appuie pour différer pour le moment l'adhésion de la Turquie à l'UE. La dynamique d'intégration veut que le développement économique entraîne l'intégration à tous les niveaux.

232 – Des moyens et des peuples qui ne suivent pas l'idéal européen

Les difficultés et le manque de coordination, les intérêts nationaux et les attentes divergentes sont autant d'obstacles concrets qu'il est difficile de dépasser sans une volonté et une vision politique de haut niveau.

L'adoption éventuelle du projet de constitution devrait répondre en partie à ces faiblesses. Mais sa ratification n'est pas assurée, à tel point que Valéry Giscard d'Estaing a pu déclarer : « si les Français votaient non, il faudrait leur dire : vous avez un an pour réfléchir et vous pourrez revoter ».⁴⁷ Comme les très faibles taux de participation aux scrutins, cela montre un certain décalage entre les peuples et les dirigeants. C'est un point d'inquiétude pour l'avenir, qui ne pourra continuer sans dommage grave.

⁴⁶ KANIOL Robert, responsable de l'Asie et du Pacifique pour le Jane's Defence Weekly

⁴⁷ Cité par Max GALLO, « L'Union des illusionnistes », Le Figaro, 2 mars 2005.

233 – Un vide politique et militaire

Le vide évident de Politique Européenne de Sécurité Commune (PESC) empêche l'Europe de faire valoir ses idées. L'adoption du projet de traité constitutionnel permettrait la nomination d'un « ministre des affaires étrangères » commun. Il lui faudra aussi des moyens autrement plus conséquents que les 45 millions d'euros alloués à monsieur Javier Solana. Tout indique l'intérêt d'une politique qui a les moyens de ses ambitions. Cela mettra l'Union en position favorable pour agir comme acteur mondial.⁴⁸ Les difficultés sont sources d'avancées pour l'Europe, et une politique doit encore émerger pour mettre en place l'Union de la défense, et éviter un « effacement de l'Europe comme l'ont consacré les guerres récentes ».⁴⁹

Ce vide ne pourra être comblé que par le haut, c'est-à-dire des positions politiques communes sur des sujets précis. Le couple franco-allemand est à cet égard un maillon essentiel, comme pendant la visite récente du président américain en Europe. Une position commune, un soutien mutuel et des déclarations conjointes sont le point de départ d'avancées sur des dossiers conflictuels avec les Américains. Effectivement, quand l'Europe se montre unie, les Etats-Unis en prennent acte.

234 – Des réalisations concrètes quand la volonté existe

Quand le besoin s'en fait ressentir, ou que les instances dirigeantes sont au pied du mur, chaque pays met ses intérêts nationaux de côté, accepte des concessions, et le dossier peut se conclure. Airbus est bien l'exemple devenu historique à suivre. Galiléo est l'exemple de coopération en passe de réussir, malgré une concurrence interne à l'Europe entre deux consortiums⁵⁰, qui pourrait retarder la décision et le projet. Autre exemple, ITER est un enjeu international. L'Europe n'a pas hésité à s'allier avec la Russie et la Chine pour remporter la décision finale, preuve de l'importance de l'enjeu pour les décennies à venir.⁵¹ Plus symboliquement, une extension de domaine Internet est en cours de création par la Commission européenne. Le sigle « .eu » devrait voir le jour cette année, mais seulement

⁴⁸ CARDOT Pierre, « Dotons l'Union européenne d'un budget de PESC. », Revue de Défense Nationale, juillet 2004.

⁴⁹ Formule de P. GALLOIS.

⁵⁰V. GUILLERMARD, « Galiléo : Alcatel et EADS vont s'unir », Le Figaro, 2 mars 2005.

après l'accord de l'ICANN, régulateur sous le contrôle de ... l'administration américaine !⁵²

3- VERS UNE EVOLUTION LENTE DES RELATIONS INTERNATIONALES SOUS INFLUENCE AMERICAINE

31- L'illusion d'un monde transformé et sans mémoire : une uniformité mondiale impossible et dangereuse

311 – La « fin de l'histoire » aux oubliettes

Aux Etats-Unis, la thèse de Francis Fukuyama sur la « fin de l'histoire » est passé à la trappe. Les deux diplomates « classiques » Henry Kissinger et Zbigniew Brzezinski continuent à développer leur pensée, sans avoir rien perdu de leur acuité et de leur ampleur mais sans rien intégrer des nouvelles conditions psychologiques et sociales.

De même, l'illusion ou l'utopie d'un empire politique mondial sous domination américaine paraît toujours devoir s'éloigner de jour en jour. A vrai dire, ni les hommes politiques, ni le peuple américain ne souhaitent réellement dominer le monde, au sens classique de l'impérialisme. George Bush, en 1992, a perdu une élection qui semblait gagnée d'avance pour avoir en outre annoncé un destin hégémonique d'une nation devant ses concitoyens qui n'en demandaient pas tant. L'immobilisme des classes moyennes occidentales dominantes tend à renforcer les nations et la raison d'être de leurs gouvernements chargés de les protéger contre une mondialisation perçue comme menaçante.

312 – Un éternel recommencement : façonner pour contrôler à défaut de dominer.

L'état de grâce dû à la chute du bloc soviétique, si tant est qu'il ait existé, n'a pas duré. Les menaces à venir sont beaucoup plus variées et diffuses. Dans le domaine des idées, leur mélange préfigure-t-il les changements à venir ? Que penser de la mise sur un pied d'égalité de faits sans lien, par exemple de l'Holocauste de la Seconde Guerre Mondiale et

⁵¹ Plus précisément, l'Europe a accepté la présence chinoise dans le programme Galiléo en échange d'un soutien au programme ITER.

⁵² DIEBOLD, JB, « L'Europe lance son « .eu » à l'assaut du « .com » américain, Le Monde, 5 mars 2005.

du conflit tchétchène par le président Poutine lors de son discours à Auschwitz le 27 janvier dernier ? N'est-ce pas la justification d'une intervention militaire sans limite, en se référant à un drame imprescriptible ?

Face à ces menaces, les Etats-Unis chercheront plus à contrôler plus qu'à vouloir poursuivre une domination impossible. Par la projection de sa puissance étatique, l'Amérique est devenue un « empire par défaut », c'est-à-dire le centre vers lequel gravitent tous les rapports entre les puissances, et qui cherche à « façonner » un ordre international qu'il ne peut contrôler totalement.

Une des priorités américaine est bien de maintenir la relation transatlantique à travers le contrôle de l'OTAN. M. Rumsfeld l'a rappelé régulièrement, affirmant que « le partenariat transatlantique est toujours aussi pertinent et essentiel que par le passé. »⁵³ Les Etats-Unis auront besoin de l'Europe, en s'appuyant sur les valeurs et les objectifs communs. Jusqu'à un certain point, ils peuvent donc favoriser l'Union Européenne. « Nous sommes pour une Europe forte et unie, afin de réaliser nos objectifs communs. L'alliance de l'Europe et de l'Amérique est le principal pilier de notre sécurité » a déclaré G W Bush lors de sa visite à Bruxelles le 21 Février dernier.⁵⁴

De la même façon en Asie, c'est l'essor d'un système de relations régionales multiples, enserrant la Chine, les Etats-Unis, le Japon dans des engagements et des liens réciproques qui constituerait la meilleure des polices d'assurance pour Washington, dans une région dépourvue de leadership naturel ou politique.⁵⁵

313 – L'Europe doit trouver des solutions au cœur de ses richesses humaines.

Pour vivre dans un monde changeant et lui échappant de plus en plus, l'Europe doit repenser de fond en comble son approche des relations internationales. Son but restera au fond de vouloir peser sur les affaires du monde en fonction de ses intérêts et de ses idéaux. Encore faut-il en avoir les moyens. Avant donc de songer à accroître voire simplement à maintenir ses positions internationales, l'Europe devra se structurer et se renforcer de l'intérieur, en favorisant et en développant les facteurs stratégiques de puissance.

⁵³ D. RUMSFELD, « Etats-Unis – Europe : une alliance vitale et durable », Le Figaro, 22 février 2005.

⁵⁴ Cité par Philippe Gélie, Le Figaro, 22 février 2005.

⁵⁵ GODEMENT F, article cité.

D'un point de vue démographique et économique, des solutions transitoires comme le financement international des fonds de pension ou les politique d'immigration ne pourront remplacer une politique volontariste. Les autorités, Banque Centrale Européenne en tête, doivent mettre l'accent sur la hausse de la production et la diminution du chômage pour augmenter la population active, source de richesses pour tout le monde.⁵⁶ Une politique démographique efficace devra dépasser les préjugés malthusiens, et s'appuyer sur des valeurs partagées de civilisation pour donner aux peuples européens espoir en l'avenir.

32- Des alliances de circonstance

321 – L'unilatéralisme américain, limité en fonction de ses intérêts

L'Amérique dénonce les traités internationaux unilatéralement, mais elle ne peut plus rester isolée, et a besoin des autres puissances, au moins pour relayer son action. C'est dans ce sens que l'on peut comprendre le discours de Condoleezza Rice devant les sénateurs américains avant sa prise de fonction en janvier dernier : « voici venu le temps de la diplomatie ». Même avec des différends sur certains dossiers (« ces questions ne sont pas nouvelles entre amis de longue date, nous avons toujours su résoudre les questions les plus difficiles » selon Rumsfeld), l'intérêt fondamental des Etats-Unis est de s'associer, ou plutôt d'associer l'Europe à sa vision du monde. Les valeurs partagées, l'histoire commune, la menace terroriste et la certitude du bien fondé de la démocratie sont les bases de l'entente atlantique. Reste à savoir si derrière ces concepts, chaque pays y met les mêmes notions.

Quoiqu'il en soit, l'Amérique veut rester en première position pour lutter contre les dangers, comme quand elle fédère soixante nations autour de l'Initiative de sécurité contre la prolifération des armes meurtrières. De même dans toutes les circonstances des événements internationaux, l'Amérique veut garder la première place. Par exemple pour se montrer généreuse, comme lors du récent tsunami en Asie, où Washington, piqué au vif par les propos de l'ONU sur « certains états pingres », a réagi pour redevenir le premier donateur.

⁵⁶ Si la France rejoignait la moyenne des taux d'activité de ses partenaires de l'Union Européenne, sa population active pourrait s'élever de 1,4 million d'ici à 2010. Si, parallèlement, son taux de chômage

322 – L'obligation d'une entente cordiale avec la Chine

La présidence américaine, depuis le premier mandat Clinton, a la volonté de construire un « partenariat stratégique » avec Pékin. Mais le régime reste un régime socialiste, dirigé par un Parti communiste, dont l'ambition internationale, en Asie, est radicalement opposée à celle des Etats-Unis. Ces derniers veulent une sorte de « co-gestion » américano-chinoise de la situation internationale en Asie. Mais Pékin ne cherche dans le fond qu'à devenir la seule puissance régionale, et le rêve américain de voir la Chine qui jouerait leur jeu en Asie s'éloigne jour après jour. Le régime communiste n'est pas l'unique obstacle à cette co-gestion ; c'est bien une volonté permanente de la Chine d'aspirer à organiser une stabilité régionale autour d'elle, par elle seule. Certains facteurs expliquent pourtant l'obligation qu'ont les Américains à s'entendre avec Pékin :

- le gouffre abyssal de la dette publique américaine est financé par les capitaux chinois. Un chantage à leur retrait paraît impossible ;
- l'impossibilité d'ouvrir un front militaire majeur dans cette zone, probablement à Taïwan, alors que l'US Army est engagée au Moyen-Orient ;
- le montant colossal des échanges qui « imbrique » étroitement les deux économies ;
- le dossier nucléaire nord-coréen ;
- et finalement, au dessus de tous ces arguments, l'impossibilité de Washington de laisser Pékin se développer seul, au risque d'être plus ou moins marginalisé dans la région et de perdre le leadership mondial. L'Amérique craint aussi un « hypercapitalisme » selon l'expression d'Erik Israelewicz, dans lequel le pouvoir ne contrôlerait absolument pas l'économie et ses excès, faute de poids et de volonté.

Ces faits incontournables sont à l'origine des efforts et des concessions de l'administration américaine : lors de son voyage en Chine en 1998, le président Clinton se prononça en faveur des « trois non » à Taïwan lui refusant la possibilité de toute indépendance.⁵⁷ En parallèle, Washington s'est déclaré favorable à l'entrée de la Chine dans l'Organisation Mondiale du Commerce, effective l'année dernière.

baissait à 5%, l'emploi pourrait augmenter au total, pendant la même période, de 3,1 millions. Gérard LAFAY, article cité.

⁵⁷ F JOYAUX, , « Chine – Etats-Unis, un partenariat stratégique impossible », Géopolitique n°72 de décembre 2000. Les « trois non » : non à un soutien à l'indépendance de Taïwan, non à la solution des deux Chine, non à la présence de Taïwan en tant qu'Etat dans les institutions internationales.

La Chine, ne cédant rien sur le fond, a été déclarée « compétiteur stratégique » par l'actuel président Georges W. Bush. Derrière le terme diplomatique se cache à la fois la reconnaissance de la puissance chinoise mais aussi un message à l'égard de Pékin indiquant le rapport de force et la détermination américaine. Encore plus précis, le directeur de la CIA, Porter Gross, a expliqué devant la commission du renseignement du Sénat que « le développement des capacités chinoises est une menace pour les forces américaines dans la région ».⁵⁸

Traiter la Chine comme un acteur incontournable est donc essentiel. L'attirer dans une coopération internationale plus large et lui donner le statut dont elle rêve aura pour effet de freiner ses ambitions les plus folles.⁵⁹ Enfin trouver un terrain d'entente pour la région entre les Etats-Unis et la Chine est possible, notamment pour l'indépendance des pays en Asie centrale et la stabilité en Corée. Les Etats-Unis pourraient alors s'appuyer sur une grande puissance à l'Est de l'Eurasie, contrebalançant l'Union Européenne à l'Ouest.

323 – Respect de l'Europe quand elle se montre décidée et nécessaire

L'Amérique, avec des hauts et des bas, veut participer à la construction de l'Europe. Mais comme pour le vieux continent, tout est dans la définition de l'Europe : à partir d'un noyau central franco-allemand comme le suggère Brzezinski,⁶⁰ ou dans une notion politique démocratique avec une extension continue vers l'Est ? Dans tous les cas, les relations trans-atlantiques sont nourries de méfiance, d'intimidation et de solidarité.⁶¹

Aux yeux de Georges Bush et sur le plan politique, trois problématiques autorisent le rapprochement avec la « Vieille Europe » : la guerre contre le terrorisme, la lutte contre la prolifération des armes nucléaires, et la promotion de la démocratie. C'est sur ces questions de civilisation que le lien transatlantique peut se reconsolider, même s'il restera des traces des divergences récentes. L'Europe pourra, si elle est unie, poser des conditions à sa coopération : elle voudra être associée à part entière, notamment sur le Moyen Orient, et demandera à ce que l'ensemble des litiges euro-américains soient mis à plat.⁶²

⁵⁸ MEVEL, Jean-Jacques, Le Figaro du 5 mars, article cité.

⁵⁹ BRZEZINSKI, op. cit.

⁶⁰ BRZEZINSKI, op. cit.

⁶¹ AVRIL Pierre, « Pas de trêve dans la guerre commerciale euro-américaine », Le Figaro, 3 novembre 2004.

⁶² PONCET Jean-François, « L'Amérique devra changer », Le Figaro, 10 novembre 2004.

Dans le domaine technologique et économique, la compétition reste, comme en témoigne les efforts incessants des Américains pour faire échouer le projet de satellites Galiléo, concurrent direct du monopole du GPS.⁶³ Cependant, des limites non inscrites semblent se dessiner pour éviter que les deux rives de l'Atlantique soient perdantes. L'enterrement de la hache de guerre entre Boeing et Airbus peut se lire sous cet angle : la reconnaissance par l'Amérique du savoir-faire européen, et l'intérêt final de s'entendre face à des concurrents de plus en plus agressifs venant d'Asie. Du coup, le litige sur les aides publiques passe au second plan, et ne sera pas porté devant l'OMC,⁶⁴ contrairement aux contentieux pour lesquels des difficultés demeurent. Une autorité européenne unique (un commissaire) a un poids politique certain, et les décisions du tribunal arbitral international ne tournent pas forcément à l'avantage des Américains.⁶⁵

Lors de la récente tournée du président Bush en Europe, l'ancien secrétaire d'Etat américain, James Baker, confirmait la préoccupation américaine, et remarquait : « nous ne réussissons que si nous avons les mêmes objectifs. C'est une préoccupation partagée par les Etats-Unis et l'Europe. » Il ajoutait : « Nous ne parviendrons pas à nos fins qu'avec des carottes. Il faut avoir un bâton... »⁶⁶ Cela délimite bien les termes de l'entente, qui ne peuvent aller contre des intérêts profonds. Cela montre aussi la double interprétation que chaque rive de l'Atlantique est tentée de faire : pour les Américains, traiter avec l'Europe est nécessaire pour maintenir son leadership, alors que l'Europe rêve déjà de traiter d'égal à égal. Une équivoque qui ne sera levée que lorsque l'Europe aura une vraie organisation et un vrai poids politique.

⁶³ Après leur échec de briser le système Galiléo, les Américains ont accepté de signer un accord d'interopérabilité avec le GPS. Mieux vaut une alliance qu'une concurrence dévoreuse. RICARD Philippe, Le Monde 13 décembre 2004.

⁶⁴ Selon Philippe DELMAS, vice-président d'Airbus en charge de la stratégie, « l'accord avec les Américains ne prévoit pas la suppression de toute aide, mais (...) vise à définir un niveau d'aides publiques acceptable par les deux parties ». Cité par D DENUIT, Le Figaro, 13 janvier 2005.

⁶⁵ C'est ainsi que Washington a été condamné par l'OMC à verser 4 milliards de dollars à l'Union Européenne après avoir accordé des aides fiscales à l'exportation. Pierre AVRIL, article cité. Conséquence, Washington annonce le 12 octobre 2004 l'annulation du dispositif des « Foreign sales corporations ». Les Echos 19 octobre 2004.

⁶⁶ Pierre ROUSSELIN « La coopération transatlantique à l'épreuve » Le Figaro, 1^{er} mars 2005.

33- La stabilité américaine, une situation de moins en moins acceptée.

A défaut d'une gouvernance mondiale régulatrice des grands problèmes internationaux, la pax americana continue à dominer le monde sans le gouverner. Mais la valeur absolue de puissance n'empêche pas le déclin relatif de celle-ci. Les Etats-Unis représentent aujourd'hui moins de 30% du PIB mondial, contre 40% en 1955.⁶⁷ Ils ne sont plus assez puissants pour jouer seuls le rôle de régulateur, mais possède une « minorité de blocage » qui peut facilement perturber, voire bloquer les règles du jeu. Ils sont donc capables d'empêcher d'autres acteurs de les remplacer comme régulateurs.

331 – La Chine transige par intérêt à moyen terme, mais garde une hostilité foncière.

La Chine voudrait donner l'impression d'une politique totalement indépendante, fondée sur un développement économique régulier et fiable, guidée par une vision claire de ce que devra être l'Asie de demain. Elle a besoin de paix et de cohésion sociale.⁶⁸

Sa priorité restera donc la stabilité intérieure, quelqu'en soit le prix à payer à l'international, dans des réprobations qui ne sont souvent que temporaires, comme le passage presque sous silence de la mort de Zhao Ziang, ex-dirigeant du PCC qui avait tenté d'éviter la répression de la place Tiananmen en 1989.

Par intérêt, la Chine ne peut que tolérer l'influence mondiale des Etats-Unis car elle n'a pas les moyens de la contrer : ses moyens militaires sont prévus pour reconquérir éventuellement Taïwan, mais peuvent difficilement être projetés au-delà. Par ailleurs, Pékin doit impérativement garder le lien avec les Etats-Unis : les échanges Chine / Etats-Unis sont essentiels, et l'un comme l'autre attendent crédits, échanges commerciaux, techniques,... Selon Le Quotidien du peuple, « la Chine et les Etats-Unis doivent établir une relation saine et stable ».⁶⁹

Les relations sont fluctuantes en fonction des intérêts de chacun et des sujets. Les dossiers de Taïwan, de Corée du Nord, des armes de destruction massive, la balance commerciale ou les droits de l'Homme ne seront pas traités de la même manière, mais obéiront à la réalité des pouvoirs respectifs.

⁶⁷ GODET Michel, « Le choc de 2006, pour une société de projets », Odile Jacob Août 2004.

⁶⁸ CHALLIAND Gérard, « Atlas de géopolitique », 2005.

⁶⁹ Le Quotidien du peuple en ligne, Internet, 11 octobre 2004.

La Chine respecte aussi les américains car ils savent montrer leur force et les limites qu'ils ne veulent pas voir dépasser. Le message envoyé par le président Clinton en 1996 (déplacement de deux groupes de porte-avions dans le détroit de Formose suite à des menaces chinoises sur Taïwan) a été bien reçu à Pékin.

Sur le fond, les signes de l'hostilité de Pékin à l'égard de la politique américaine restent nombreux. C'est avant tout sur le plan militaire que l'on peut voir la poursuite des essais nucléaires, l'augmentation des budgets depuis une quinzaine d'années, l'envoi d'un homme dans l'espace comme pouvant concurrencer directement l'Amérique. Le comportement de Washington lors de crises comme celle du Kosovo a pu heurté la Chine pour deux raisons : d'une part parce que son autorité internationale a été bafouée, et d'autre part parce que demain, des actions américaines de ce genre, en dehors de tout contrôle de l'ONU et de toute légitimité internationale, peuvent menacer directement ses intérêts nationaux. Du point de vue chinois, chacune des mesures prises par les Américains dans la région sont interprétées comme contrariant ses ambitions : soutien à Taïwan, renforcement du traité de sécurité avec le Japon, maintien de celui avec la Corée du Sud, possibilité de déployer des défenses anti-missiles. Par ailleurs, l'OTAN s'est renforcé jusqu'aux frontières chinoises, avec le Partenariat pour la paix signé avec le Kazakhstan et l'envoi de troupes en Afghanistan. Seul, peut-être, le dossier nucléaire nord-coréen peut rapprocher les deux grandes puissances, car ces armes peuvent devenir une menace commune.

332 – L'Europe, sous surveillance américaine comme « tête de pont de la démocratie »

Les rapports avec l'Europe, s'ils peuvent se détendre, ne retrouveront pas l'intimité d'antan, et les Etats-Unis garderont une politique unilatérale.⁷⁰ C'est un équilibre difficile à trouver pour les Américains : une Europe trop forte ou trop faible est une situation inacceptable. Trop forte, l'Europe concurrence l'Amérique : c'est le cas de Galiléo et d'Airbus. Trop faible, elle ne peut l'aider et la soutenir dans ses actions sur la scène internationale. Dans les deux cas, cela renforce l'unilatéralisme américain.

⁷⁰ SULEIMAN Ezra, « L'audace de puissance », Débat Le Figaro, 12 mars 2005.

Compte tenu des multiples engagements auxquels ils doivent faire face, les Américains devront faire des choix, et concentrer leurs efforts diplomatiques et leurs moyens financiers sur les points essentiels (Moyen-Orient, Pacifique), et mettront de facto l'Europe au second plan de leurs priorités. Dans ce contexte, l'Europe, pour les Etats-Unis, ne sera qu'une zone de stabilité « maîtrisée ».

Cependant, les Etats-Unis ne toléreront pas des décisions européennes qui pourraient heurter directement leurs intérêts. Le débat sur la levée de l'embargo des ventes d'armes par l'Europe à la Chine en est un exemple.⁷¹ Les Américains redoutent le transfert de technologies vers la Chine et se disent prêts à remettre en question le partage de certaines d'entre elles avec l'Europe. Mais cette nouvelle comporte sans doute un effet d'annonce, et le contentieux transatlantique réside aussi ailleurs, probablement dans la stigmatisation de l'unilatéralisme américain, notamment par le président français. La vision multipolaire plus ou moins exprimée par l'Europe exacerbe les rivalités et alimente la crainte d'une Chine puissante. De son côté, l'option du multilatéralisme pour la Chine, privilégiant un partenariat européen n'est pas à l'ordre du jour, car elle considère que l'Europe ne pèse pas sur la scène diplomatique. L'Europe doit donc trouver une position cohérente sur la question de la levée de l'embargo, entre ses entreprises qui sont des acteurs internationaux de premier plan et comptent sur le marché chinois pour se développer, et ses principes idéologiques qui s'y opposent.

Cette position à définir permettra à l'Europe de ne pas être à la traîne de ses partenaires et de n'avoir que le mauvais rôle à jouer.

333 – La France et l'Europe, actions pour continuer à exister sur la scène internationale

Il faut avant tout définir la place que l'on veut donner à l'Europe : admettre ses limites, reconnaître que d'autres civilisations sont aussi respectables sans vouloir leur imposer un modèle.⁷² Il ne faut pas pour autant faire du malthusianisme et croire que la « Vieille Europe » appartient au passé.

⁷¹ VERNEREY Michel « Chine-UE : la levée périlleuse de l'embargo sur les armes », *Diplomatie* 12, Janvier-Février 2005.

⁷² « Un choix s'offre à nous, fondé sur le respect de la règle internationale et la responsabilisation des nouveaux pôles du monde, par leur association aux mécanismes de décision ». Discours de J. CHIRAC à l'Institut international d'études stratégiques de Londres, 18 novembre 2004.

L'Europe devra privilégier le concret à l'idéal illusoire et dangereux. Il faudra trouver un équilibre entre son étendue et son efficacité qui semblent incompatibles avec des intérêts si divergents.⁷³

Les causes de nos difficultés sont souvent internes. Comment expliquer que le taux de chômage, d'un pays à l'autre de l'Europe, varie du simple au triple ? Ce constat est aussi vrai entre les régions d'un même pays, comme entre le Pays de Vitré et le Valenciennois pour la France. Plus les actifs sont nombreux et entreprenants, plus le territoire est en bonne santé.⁷⁴ Ces pays n'ont pas à craindre l'ouverture internationale, source de nouvelles richesses.

S'attaquer aux barrières non tarifaires et aux pratiques protectionnistes de certains états comme les Etats-Unis permettra aussi de se défendre efficacement. « L'Europe ouverte n'est pas l'Europe offerte » selon l'expression de Michel Godet. Elle doit se battre pour faire respecter le libre-échange face à la loi du plus fort, faire accepter le principe de réciprocité sans tomber dans la tentation protectionniste. Cela n'empêche pas de préserver certains domaines où l'identité du pays ou de l'Europe sont en jeu : la défense, la sécurité du territoire, la culture, l'environnement, et en partie l'agriculture. C'est ainsi que la réforme de la PAC doit se faire prudemment, en n'oubliant pas que les Américains soutiennent eux aussi leur agriculture, et ne souhaitent une libéralisation du marché que pour écouler leurs surplus à bas prix.⁷⁵

Sur la scène internationale, l'Europe ne prendra son autonomie que si elle devient une force politique, et se dote d'une capacité militaire. Les limites de la diplomatie ont déjà été atteintes, en Europe même, et la force militaire doit pouvoir prendre le relais en cas de besoin. L'Europe ne pourra en faire l'économie et laisser les Américains seuls capables de régler des conflits par les armes. La multipolarité souhaitée par les Européens ne se décrète, ni ne s'offre ; elle se construit par une politique ambitieuse qui se dote de moyens conséquents. L'adoption d'une stratégie européenne de sécurité va dans ce sens.⁷⁶

La France au sein de l'Europe doit promouvoir des politiques permettant d'approfondir l'Union. Il faut renforcer les démarches cohérentes, par exemple pour les infrastructures ou

⁷³ FUKUYAMA Francis « Les Américains veulent une Europe entreprenante et compétitive », Le Figaro, 14 mars 2005.

⁷⁴ GODET Michel, op cit.

⁷⁵ Avec les dispositions du Farm Bill, les aides devraient augmenter de 70% en dix ans.

la politique étrangère, pour renforcer le poids de l'Union sur la scène mondiale. Le risque serait de conduire l'Europe à une communauté minimale et finalement faible.⁷⁷

L'approfondissement graduel, ou par cercles semble être une possibilité réaliste. L'axe franco-allemand pourrait en être le cœur, avec les partenaires historiques et pourquoi pas la Pologne. L'intégration plus ou moins forte selon les domaines servirait d'exemple aux autres pays de l'Union, eux-mêmes entraînant les pays riverains extérieurs.

L'Europe puissante sera alors mieux à même de lutter contre les défis des autres puissances régionales, Etats-Unis et Chine en tête. Il faut donc que l'Europe se concrétise en s'approfondissant, tout en devenant un nouveau modèle d'intégration supra étatique. Cette identité propre lui permettra de tenir sa place sur la scène internationale.

⁷⁶ IRIS (ouvrage collectif), « L'année stratégique 2005 », Armand Collin, 2004

⁷⁷ FABIUS Laurent, « L'ambition de peser dans le monde », Débat , Le Figaro, 7 mars 2005.

CONCLUSION

Retrouver des relations internationales fondées sur des intérêts communs, la stabilité des échanges et la sécurité des populations. Avancer sur une position médiane et réaliste, entre les vœux de puissance des trois grands pôles de la planète, et leur nécessaire interdépendance. C'est ce que prédisait Z. Brzezinski dès 2003, qui appelait à un renouveau des liens transatlantiques.⁷⁸

Chine-Europe-Etats-Unis : trois pôles de puissances, qui, comme dans une famille ou un groupe d'amis, ne peuvent pas s'entendre à la perfection. Ils recherchent la meilleure entente du moment face aux défis et aux problèmes à surmonter. Il y a une « obligation d'entente », même si le « grand frère » américain cherche à garder une position de leader avec une « minorité de blocage », que l'Europe se rêve en puissance internationale mais a du mal à grandir dans l'unité. Quant à la Chine, c'est le troisième venu sur la scène mondiale, et a l'audace et la force des plus jeunes.

Une répartition des rôles se fera en fonction des dossiers, sans oublier les acteurs secondaires sur la scène globale, mais incontournables pour l'un ou l'autre des sujets.

Partenaires, les trois puissances le seront par obligation pour dépasser leur concurrence inévitable et éviter une confrontation où toutes les parties seraient perdantes.

⁷⁸ BRZEZINSKI Z. « Pour une nouvelle stratégie américaine de paix et de sécurité », Politique étrangère, mars 2003.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- BIARNES Pierre, « Pour l'empire du monde », Ellipses 2003
- BIARNES Pierre, « Le XXI^e siècle ne sera pas américain », Editions du Rocher, 1998.
- BRZEZINSKI Zbigniew, « Le grand échiquier : l'Amérique et le reste du monde », édition Bayard, 1997.
- CHAIGNEAU Pascal, (Sous la direction de), « Enjeux diplomatiques et stratégiques 2004 », Centre d'études diplomatiques et stratégiques 2003
- CORDELIER Serge, « L'état du monde 2005 : annuaire économique et géopolitique mondial », La Découverte 2004.
- DAVID Charles-Philippe, « Au sein de la Maison Blanche – La formulation de la politique étrangère des Etats-Unis», Québec, Ottawa et Nancy, Presse de l'Université Laval, 2004.
- DAVID Charles-Philippe, « Théories de la sécurité », Montchrestien, 2002
- DELAFON Gilles et SANCTON Thomas, « Dear Jacques..., Cher Bill... Au cœur de l'Elysée et de la Maison Blanche, 1995 – 1999 », Paris, Plon, 1999.
- DEL VAL Alexandre, « Guerres contre l'Europe », Editions des Syrtes 2004.
- FRAYSSE Olivier, « Les Etats-Unis hyperpuissance », Documentation française, 2000.
- FUKUYAMA Francis, « La fin de l'histoire et le dernier homme », Paris, Flammarion, coll. « Champs », 2^e édition 1994).
- GERE François, « Pourquoi les guerres ? », Courrier international, Larousse 2004.
- GODET Michel, « Le choc de 2006, pour une société de projets », Odile Jacob, août 2004.
- GUYATT Nicholas, « Encore un siècle américain ? », Enjeux Planète, 2002
- HASSNER Pierre, « L'Amérique et le monde – théorie et pratique », Etudes, octobre 1998.
- HUNTINGTON Samuel, « Le choc des civilisations », Paris, Odile Jacob, 1997.
- IRIS (ouvrage collectif), « L'année stratégique 2005 », Armand Collin, 2004
- ISRAELEWICZ Erik, « Quand la Chine change le monde », Grasset 2004.
- KISSINGER Henry, « Diplomatie », Fayard, 1996.
- MONTBRIAL Thierry de, (Sous la direction de), « Ramsès 2005, les faces cachées de la mondialisation », IFRI, Dunod, 2004.
- MELANDRI Pierre, Justin VAÏSSE, « L'Empire du milieu. Les Etats-Unis et le monde depuis la fin de la guerre froide », Odile Jacob, 2001
- VEDRINE Hubert, « Face à l'hyperpuissance », Fayard, 2003.

ARTICLES

- ADLER Alexandre, « Washington-Pékin, quel partenariat ? », Le Figaro, 10 novembre 2004.
- ADLER Alexandre, « Les invariants de la politique américaine », Le Figaro, 3 novembre 2004.
- ASIA TIMES ONLINE « Sous la coupe de l'Empire », Courrier International, 16 décembre 2004.
- AVRIL Pierre, « Pas de trêve dans la guerre commerciale euro-américaine », Le Figaro, 3 novembre 2004.
- BAODAO, « Chine Russie France. Une convergence, pas un axe », Courrier International, 16 décembre 2004.
- BESANGER Serge, « La recomposition des diplomaties asiatiques », CEDS 2003.
- BRZEZINSKI Z. « Pour une nouvelle stratégie américaine de paix et de sécurité », Politique étrangère, mars 2003.
- BO Fu, « Les silences diplomatiques de la Chine », Le Monde diplomatique, Avril 2003.
- CARDOT Pierre, « Dotons l'Union européenne d'un budget de PESD. », Revue de Défense Nationale, juillet 2004.
- CHAIGNEAU Pascal, « Etats-Unis : de l'hégémonisme à la puissance impériale ? », Revue de Défense Nationale, octobre 2004.
- CHOL Eric, « Dossier sur la Chine », L'Express, 6 décembre 2004.
- COTTA Alain, « Mondialisation : la division des nations », Géopolitique n°72 de décembre 2000.
- COTTA Alain, « Les relations Europe-Etats-Unis », Géopolitique n°84.
- DAADLER Ivo et LINDSAY James, « L'Amérique sans entraves, ou la révolution Bush en politique étrangère », Revue Politique étrangère, automne 2004.
- DALLEMAGNE Jean-Christophe, « L'Europe entre élargissement et approfondissement », CEDS 2003.
- DANJOU François, « Chine-Europe, où allons nous ? », Question Chine.net, 20 janvier 2005.
- EHRHART H-G « La politique de sécurité de l'Union européenne en devenir », Politique étrangère, automne 2004.
- FAN GANG, « L'Asie doit prendre toute sa place dans les institutions internationales », Le Monde, 18 janvier 2005.
- FUKUYAMA Francis « Les Américains veulent une Europe entreprenante et compétitive. », Débat Le Figaro, 14 mars 2005.
- GALLOIS Pierre, « Guerre pour l'énergie », Géopolitique n°72 de décembre 2000.
- GODEMENT François, « Asie : Chine, Indonésie, Japon, Malaisie, Pakistan, Viêt-Nam », La Documentation française / IFRI, édition 2004-2005
- JACQUET J-P, « Quel avenir pour l'Alliance au XXI^e siècle ? », Les Cahiers de mars, n°180, 2^e trimestre 2004.
- JARREAU Patrick, « George Bush resserre son emprise sur la nouvelle administration », Le Monde 16 novembre 2004.
- JOYAUX François, « Chine – Etats-Unis, un partenariat stratégique impossible », Géopolitique n°72 de décembre 2000.

- KASPI André, « Le monde vu des Etats-Unis », CEDS 2003.
- KOSTANIAN Albert, « L'Amérique et le monde », La Lettre prospective du Sénat, février 2004.
- LAFAY Gérard, « L'Europe menacée par l'implosion démographique », Géopolitique n°72 de décembre 2000.
- NAIR Sami, « Le monde selon Washington », Le Monde diplomatique, avril 2003.
- PONCET Jean-François, « L'Amérique devra changer », Le Figaro, 10 novembre 2004.
- PONS Frédéric, « Condi Rice maintenant en première ligne », Valeurs actuelles, 21 janvier 2005.
- POWELL Colin, « A strategy of partnerships ». Foreign affairs, January 2004.
- PROME Jean-Louis, « Galiléo: l'Union européenne saura-t-elle franchir le pas? », Défense et sécurité internationale, mars 2005.
- ROCHE J-J, « Un empire sans rival », CEDS 2003.
- SACHWALD F, « L'émergence de la Chine, menace et opportunité pour les pays avancés. », Politique étrangère, février 2004.
- SERFATY Simon, « Aire de méfiance et ère de ruptures », Les Cahiers de mars, n°180, 2^o trimestre 2004
- SHEN Dingli, « Emergence d'une diplomatie active », Le Monde diplomatique, octobre 2004.
- SULEIMAN Ezra, « L'audace de la puissance », Débat, Le Figaro, 12 mars 2005.
- VANDERMEERSCH Léon, « Le monde vu de Chine. », Hérodote n°108, 2003.
- VEDRINE Hubert, « Pour une « Europe puissance » », Politique internationale n°106, hiver 2004/2005.
- VERLUISE Pierre, « Avec la constitution, quelle politique étrangère et de sécurité commune ? », Défense et sécurité internationale, mars 2005.
- ZHANWANG Guoji, « Le rêve chinois », Courrier International, 16 décembre 2004.
- ZORGBIBE Charles, « La crise du multilatéralisme », CEDS 2003.